

LA CGT FINANCES PUBLIQUES 32 Communique

Avis de décès du 31/12/2017 : Le Gers, orphelin des Trésoreries de Cazaubon, Lombez, Marciac, Riscle et Saint-Clar

La sanction du gouvernement MACRON est tombée. La ruralité coûte trop cher. En conséquence, les Centres des Finances publiques de Cazaubon, Lombez, Marciac, Riscle et Saint-Clar fermeront leurs portes définitivement le 31 décembre prochain. 95 000 gersois seront impactés par cet abandon.

En cette période de cadeaux fiscaux aux plus aisés, le contraste est saisissant. L'ensemble des Agents des Finances publiques subit de plein fouet la réduction des effectifs, variable d'ajustement des gouvernements successifs au prétexte de réduction des déficits publics. Pourtant d'autres pistes existent pour notamment récupérer les 75 milliards de fraude fiscale (autant que l'impôt sur le revenu). Il suffit d'y mettre les effectifs.

Malgré leur investissement professionnel de tous les instants, les Agents ne peuvent que constater la dégradation de la qualité des services apportée aux usagers (particuliers, entreprises et collectivités territoriales) et de leurs conditions de vie au travail. La CGT Finances publiques 32 dénonce encore une fois cette éradication du Service public en milieu rural. Notre syndicat, par ses actions, a su fédérer Agents, Élus et Gersois de tous bords.

La mobilisation a été forte et bien relayée par les médias. Insensible à ce mouvement de bon sens, notre directeur départemental, apparatchik du pouvoir, a continué sa politique mortifère de lobbying, avec succès, auprès du Ministre Darmanin. Cette défaite de la France des territoires face à celle du pouvoir de la Finance laisse augurer des lendemains inquiétants pour tous les départements ruraux. Le Service Public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Et ce n'est pas une Agence pour la cohésion des territoires annoncée lors de la conférence nationale des territoires du 17 juillet 2017 qui palliera l'absence de structures et de personnels qualifiés. POUR LA CGT FINANCES PUBLIQUES 32 Le maintien de l'ensemble des Services Publics en milieu rural est indispensable.